ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Travaux publics, le 25 mai 1963, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, en ce qui concerne le recrutement aux emplois dans les organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954", a donné le 30 mai 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 25e mei 1963 door de Minister van Openbare Werken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika, wat betreft de werving voor de bij de wet van 16 maart 1954 bedoelde instellingen van openbaar nut", heeft de 30e mei 1963 het volgend advies gegeven:

Le projet règle l'exécution de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961, portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, en ce qui concerne l'admission des membres de ce personnel aux divers emplois à conférer dans les organismes d'intérêt public visés à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, qui relèvent du Ministre des Travaux publics.

Il s'agit des organismes suivants :

1° Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles;

2° Compagnie des installations maritimes de Bruges;

3° Port autonome de Liège;

4° Office de la navigation;

5° Institut géotechnique de l'Etat.

OBSERVATIONS GENERALES.

L'article 11, alinéa 1er, de la loi du 16 mars 1954 charge le Roi de fixer un statut de droit public pour le personnel des organismes d'intérêt public visés à l'article 1er de cette loi. A ce jour, toutefois, le Roi n'a pas encore fixé ce statut pour le personnel des organismes que le projet concerne. Les membres du personnel de ces organismes sont engagés sur la base d'un contrat de droit privé.

.../...

Le projet doit donc prévoir un ensemble de règles s'adaptant, d'une part, aux différentes modalités de recrutement propres à chacun des organismes qu'il concerne et, d'autre part, aux modes de recrutement respectifs du régime statutaire et du régime contractuel.

La loi du 27 juillet 1961 prévoit uniquement des règles distinctes pour le recrutement à des emplois permanents et pour le recrutement à titre temporaire. Le projet ne doit pas faire davantage.

Pour l'application de la loi du 27 juillet 1961, lorsque le recrutement a lieu sur la base d'un contrat, il faudra considérer qu'il y a recrutement à titre définitif quand le contrat d'engagement est conclu pour une durée indéterminée, et qu'il y a recrutement à titre temporaire lorsque le contrat est conclu pour une durée déterminée, ou lorsque l'engagement est fait en vue d'effectuer un travail déterminé dont l'exécution est limitée dans le temps.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé.

Dans l'intitulé, les mots "dans les organismes" doivent être remplacés par les mots "dans certains organismes.

.../...

Préambule.

A l'alinéa 1er du préambule, la mention de l'arrêté royal du 18 décembre 1957 doit être omise ou rédigée comme suit : "modifié notamment par l'arrêté royal du ... ".

Le considérant peut être omis sans inconvénient.

Il n'est pas nécessaire de viser les avis émis par les conseils d'administration des organismes que le projet concerne, la formalité de leur consultation n'étant pas requise en l'occurrence. Le projet, en effet, constitue uniquement un acte d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 : il ne peut, d'aucune manière, être considéré comme un acte d'administration ou de gestion relatif à ces organismes.

En vertu de l'article 11, alinéas 1er et 2, de la loi du 16 mars 1954, le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique doit également proposer l'arrêté.

Article 1er.

Il y a lieu de reproduire à l'article 1er du projet l'intitulé de la loi du 27 juillet 1961; il s'agit, en effet, d'une première citation de la loi dans le dispositif du projet; il peut être omis par la suite.

\+

\+ \+

Pour les raisons exposées dans les observations générales, il n'y a pas lieu de faire la distinction entre le recrutement à titre définitif, qui se rapporte au régime réglementaire, et l'engagement pour une durée indéterminée, qui réfère au régime contractuel.

Il convient d'omettre les mots "soit à un emploi pour une durée indéterminée".

La même remarque vaut également pour l'intitulé du chapitre II, où il y a lieu de supprimer les mots "ou pour une durée indéterminée".

Puisque l'article 1er énumère les organismes d'intérêt public que le projet concerne, il est inutile de préciser qu'il s'agit d'organismes repris à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954.

La raison sociale de l'organisme cité en deuxième lieu est : "Compagnie des installations ... ".

\+ +

Il est proposé de lire l'alinéa 2 comme suit :

"Toutes les conditions et formalités qui sont prévues pour le recrutement à ces emplois leur sont ...".

Article 2.

Les formalités prévues par cet article sont déjà imposées d'une manière générale à tous les organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954, par l'arrêté royal du 1er octobre 1962 d'exécution de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines

.../...

mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique en ce qui concerne les recrutements dans certains services publics (Moniteur belge du 13 octobre 1962, page 9059). Il convient, dès lors, d'omettre cet article.

Article 3.

Le § 1er concerne le programme de l'épreuve d'admission qu'il incombe au Roi de déterminer en vertu de l'article 6, § 1er, alinéa 2, 8°, de la loi du 27 juillet 1961. Il s'inspire très largement de l'article 3 de l'arrêté royal du 4 décembre 1961 relatif à l'exécution du même article 6 en ce qui concerne les provinces et les communes.

Toutes les hypothèses en matière de programme d'examen ou de concours d'admission aux emplois à conférer dans les organismes visés ont été envisagées, sauf celle où l'examen ou le concours ordinaire comporte uniquement une épreuve sur des matières déterminées destinée à vérifier les connaissances classiques et la culture générale des récipiendaires.

En vue de combler cette lacune, l'article devrait être complété par une disposition identique ou analogue à celle du point 4 de l'article 3 de l'arrêté royal du 4 décembre 1961 précité.

\+ +

.../...

Le § 2 trouverait plus logiquement sa place à l'article 5 du projet, qui concerne le mode de classement des candidats aux emplois réservés et détermine les critères selon lesquels ce classement doit avoir lieu.

Article 5.

Aux termes de l'article 12 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 sur les priorités aux emplois publics, les emplois dans les organismes d'intérêt public placés sous le contrôle de l'Etat ne tombent sous l'application de cette loi que dans la mesure où le traitement qui y est attaché ne dépasse pas 39.000 francs.

Ce dernier montant n'a jamais été adapté depuis 1947.

Il en résulte qu'en fait, l'article 12 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 sur les priorités aux emplois publics ne trouve plus application en ce qui concerne les organismes d'intérêt public.

Tenant compte de cette remarque ainsi que de celle qui a été faite au sujet du § 2 de l'article 3 du projet, il est proposé de rédiger l'article 5 comme suit :

.../...

"Article 5.-

§ 1er. Lorsque le nombre de candidats bénéficiaires du présent chapitre qui remplissent toutes les conditions d'admission requises est supérieur au nombre d'emplois réservés, les intéressés sont classés dans l'ordre de préférence établi selon le nombre total des points obtenus suivant les barèmes ci-après :

1° activité de service ... (la suite comme à l'article 5, § 1er, du projet, sauf au pénultième alinéa, où il faut renvoyer au 2° et au 3° et non aux 1° et 2°).

§ 2. Lorsque l'emploi à conférer tombe sous l'application de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, les candidats bénéficiaires du présent chapitre qui remplissent toutes les conditions d'admission requises sont inscrits, dans l'ordre, sur une des cinq listes prévues à l'article 5 de cette loi.

Dans la liste où ils ont été inscrits, ils sont classés dans l'ordre de préférence établi selon le nombre total des points obtenus d'après les barèmes déterminés au § 1er".

\+ +

L'expression "qui remplissent toutes les conditions requises" couvre tant l'hypothèse du recrutement soumis à la condition de l'épreuve d'admission que celle du recrutement sans examen.

.../...

Article 6.

Il convient d'omettre les mots "qui ont réussi l'épreuve d'admission".

Les mots "jusqu'à épuisement du quota réservé" devraient être remplacés par les mots "dans les limites du quota réservé".

Article 7.

En vertu de l'article 6, § 1er, alinéa 2, 8°, et alinéa 3, de la loi du 27 juillet 1961, les candidats aux emplois réservés ne peuvent, en aucun cas, être soumis à un "concours".

Par "lauréats", il y a lieu d'entendre les candidats aux emplois réservés qui ont obtenu à l'épreuve d'admission le minimum des points requis. Cependant, il n'est pas exclu, a priori, que les règlements qui régissent les recrutements dans les organismes que le projet concerne puissent prévoir la constitution d'une réserve de recrutement même lorsque les candidats ne sont soumis à aucun exameh d'admission.

Les termes de cet article impliquent la possibilité de constituer une réserve de recrutement pour les candidats aux emplois réservés qui remplissent toutes les conditions d'admission requises mais ne sont pas classés en ordre utile pour être nommés ou engagés, chaque fois que les règles ordinaires en matière de recrutement en vigueur dans les organismes que le projet

.../...

concerne prévoient, pour les emplois à conférer, la constitution d'une réserve de recrutement. Il convient de le prévoir explicitement.

Pour ces raisons, l'article 7 devrait être rédigé comme suit :

"Article 7.-

Si un ou plusieurs emplois permanents identiques à ceux que le recrutement avait pour but de conférer deviennent vacants, 50 p.c. de ces emplois sont attribués directement aux candidats bénéficiaires du présent chapitre qui n'ont pas été classés en ordre utile mais qui remplissaient toutes les conditions d'admission requises, selon l'ordre de leur classement, sans préjudice toutefois du droit de priorité qui est éventuellement accordé aux lauréats d'un concours à la catégorie supérieure.

L'alinéa 1er n'est applicable que dans la mesure où les règles en vigueur en matière de recrutement à titre définitif dans les organismes d'intérêt public mentionnés à l'article 1er du présent arrêté, prévoient la constitution d'une réserve de recrutement, et dans les limites de la durée de validité de cette réserve".

Article 9.

Pour être conforme à l'article 6, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 27 juillet 1961, l'article 9, dans sa seconde partie, devrait également prévoir l'hypothèse d'un nouveau recrutement par voie d'appel aux candidats.

.../...

Il échet aussi de régler la question dans l'éventualité où le recrutement a lieu sans aucun examen d'admission.

L'article 9 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 9.-

Si le nombre des candidats bénéficiaires du présent chapitre qui remplissent toutes les conditions d'admission requises est inférieur au nombre d'emplois qui leur est réserve, l'excédent des emplois disponibles est attribué aux candidats faisant partie de la réserve de recrutement aux emplois non réservés. Si, par la suite, il est procédé à un nouveau recrutement soit par voie d'appel aux candidats, soit par voie d'appel en service des candidats faisant partie de la réserve de recrutement aux emplois non réservés, un nouvel appel aux candidats est fait à l'intention des bénéficiaires de l'article 6, § 1er, de la loi du 27 juillet 1961, et, s'il échet, une nouvelle épreuve d'admission est organisée en vue de conférer les emplois réservés".

Article 10.

L'article 10 doit être omis; il n'appartient pas au Roi d'interpréter la loi. En outre il y a lieu de remarquer que les mots "année indéterminée" sont employés par erreur; il faut lire "année déterminée".

.../...

Article 11.

Il est préférable d'employer les termes de l'article 6, § 2, alinéa 1er, de la loi du 27 juillet 1961. La première phrase devrait donc être rédigée comme suit :

"Article 11.-

En cas de recrutement à titre temporaire, les candidats bénéficiaires de l'article 6, § 2, de la loi du 27 juillet 1961 ne doivent subir aucune épreuve d'admission ... ".

Article 12.

Tenant compte des observations qui ont été faites au sujet de l'article 5 du projet, il est proposé de rédiger l'article 12 comme suit :

"Article 12.-

Les candidats bénéficiaires du présent chapitre qui remplissent toutes les conditions d'admissio requises, sont classés conformément à l'article 5 du présent arrêté".

Article 13.

Il y a lieu de remplacer les mots "jusqu' épuisement du quota réservé" par les mots "dans les limites du quota réservé".

.../.

Article 14.

La durée de validité de la réserve de recrutement aux emplois réservés doit être égale à celle de la réserve de recrutement aux emplois non réservés correspondants. Or, il n'est pas établi que la durée de validité de toutes les réserves de recrutement aux emplois non réservés soit uniformément fixée à deux ans.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 14.-

Si un ou plusieurs emplois temporaires identiques à ceux que le recrutement avait pour but de conférer deviennent vacants, 50 p.c. de ces emplois sont attribués aux candidats bénéficiaires du présent chapitre qui n'ont pas été classés en ordre utile mais qui remplissaient toutes les conditions d'admission requises, selon l'ordre de leur classement.

L'alinéa 1er n'est applicable que dans la mesure où les règles en vigueur en matière de recrutement à titre temporaire dans les organismes d'intérêt public, mentionnés à l'article 1er du présent arrêté, prévoient la constitution d'une réserve de recrutement et dans les limites de la durée de validité de cette réserve".

\+

\+ \+ .../...

Article 15.

Les termes "réserve de recrutement à titre définitif constituée en vertu de l'article 7" couvrent tant l'hypothèse du recrutement à titre définitif selon des règles statutaires que celle de l'engagement contractuel pour une durée indéterminée. L'allusion à la réserve de recrutement pour une durée indéterminée, est superflue.

L'article 15 devrait être rédigé comme suit :

"Article 15.-

Au cas où il n'y a ... l'autorité compétente est autorisée à faire appel aux candidats faisant partie de la réserve de recrutement à titre définitif constituée en vertu de l'article 7 pour l'emploi envisagé".

Article 16.

Il faut remplacer "50 %" par "50 p.c.".

Article 18.

L'article 18 devrait être scindé en deux articles, dont le premier fixerait la date d'entrée en vigueur de l'arrêté et le second contiendrait l'exécutoire.

...

Il est conforme à l'usage que les Ministres qui proposent un arrêté royal le contresignent. En l'occurrence, l'arrêté devrait porter le contreseing du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et du Ministre des Travaux publics.

\+

\+ +

L'omission des articles 2 et 10 du projet nécessite la revision du numérotage des articles et des références.

Het ontwerp geeft uitvoering aan artikel 6 van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel der kaders van Afrika, wat betreft de toelating tot de betrekkingen bij de onder de Minister van Openbare Werken ressorterende instellingen van openbaar nut genoemd in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Die instellingen zijn :

1° naamloze vennootschap Zeekanaal en haveninrichtingen van Brussel;

2° Maatschappij der Brugse zeevaartinrichtingen;

3° Autonome Haven van Luik;

4° Dienst der scheepvaart;

5° Rijksinstituut voor grondmechanica.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Artikel 11, eerste lid, van de wet van 16 maart 1954 belast de Koning ermede voor het personeel van de in artikel 1 van die wet bedoelde instellingen van openbaar nut een publiekrechtelijk statuut vast te stellen. Voor het personeel van de instellingen waarop het ontwerp slaat, heeft de Koning tot nog toe geen zulk statuut bepaald. Het personeel van die instellingen wordt op grond van een privaatrechtelijke overeenkomst geworven.

Het ontwerp moet dus voorzien in een stel regelen die aangepast zijn, eensdeels, bij de wijze van recrutering, eigen aan iedere betrokken instelling, en anderdeels, bij de onderscheiden wijzen van werving volgens statuut- of contractuele regelen.

De wet van 27 juli 1961 kent alleen afzonderlijke regelen voor werving in vast en voor werving in tijdelijk verband. Meer hoeft het ontwerp niet te doen.

Voor de toepassing van de wet van 27 juli 1961 moet, ingeval onder contract wordt gerecruteerd, de werving worden geacht te geschieden in vast verband als de arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd wordt gesloten, terwijl er tijdelijke werving is als de overeenkomst voor een bepaalde duur wordt gesloten of als er indienstneming is voor een bepaald werk, waarvan de uitvoering in de tijd beperkt is.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

Het slot van het opschrift leze men als volgt : "wat betreft de werving voor sommige instellingen van openbaar nut, bedoeld in de wet van 16 maart 1954".

Aanhef.

In het eerste lid moet de vermelding van het koninklijk besluit van 18 december 1957 vervallen, of als volgt worden geredigeerd : "gewijzigd onder meer bij koninklijk besluit ...".

.../...

De considerans kan zonder bezwaar worden weggelaten.

Niet te vermelden is het advies van de raad van beheer van die instellingen, dat terzake niet vereist is. Het ontwerp geeft immers alleen maar uitvoering aan de wet van 27 juli 1961 en is geenszins te beschouwen als een handeling die het bestuur of het beheer van die instellingen aangaat.

Krachtens artikel 11, eerste en tweede lid, van de wet van 16 maart 1954 moet ook de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt het besluit voordragen.

Artikel 1.

In artikel 1 van het ontwerp moet het opschrift van de wet van 27 juli 1961 worden overgenomen; die wet wordt hier immers voor het eerst vermeld; verder in het ontwerp kan dat opschrift achterwege blijven.

\+

\+ \+

Om de redenen die in de algemene opmerkingen zijn opgegeven, moet geen onderscheid worden gemaakt tussen de aanwerving in vast verband, volgens de reglementaire regeling, en de aanwerving voor onbepaalde duur, volgens contractuele regeling.

De woorden "hetzij voor een betrekking van onbepaalde duur" moeten vervallen.

Deze opmerking geldt ook voor het opschrift van hoofdstuk II, waar de woorden "of voor een onbepaalde duur" moeten worden geschrapt.

Aangezien artikel 1 de instellingen waarop het ontwerp betrekking heeft, met name noemt, hoeft verder niet te worden gezegd, dat het gaat om instellingen bedoeld in de wet van 16 maart 1954.

De firmanaam van de tweede genoemde instelling luidt in het Frans : "Compagnie des installations ...".

\+ +

Voorgesteld wordt, het tweede lid als volgt te lezen :

"Alle vereisten en formaliteiten inzake werving in zulke betrekkingen zijn ... noch met die van dit besluit".

Artikel 2.

De in dit artikel bepaalde formaliteiten zijn in 't algemeen reeds voorgeschreven voor alle in de wet van 16 maart 1954 bedoelde instellingen van openbaar nut, met name door het koninklijk besluit van 1 oktober 1962 tot uitvoering van artikel 6 van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel der kaders van Afrika, wat de wervingen in

.../...

sommige openbare diensten betreft (Belgisch Staatsblad van 13 oktober 1962, blz. 9059). Dat artikel kan dan ook vervallen.

Artikel 3.

Paragraaf 1 handelt over het programma van het toelatingsexamen, dat door de Koning moet worden bepaald ingevolge artikel 6, § 1, tweede lid, 8°, van de wet van 27 juli 1961, en is sterk geïnspireerd op artikel 3 van het koninklijk besluit van 4 december 1961, dat uitvoering geeft aan hetzelfde artikel 6 voor provincies en gemeenten.

Met alle onderstellingen inzake het programma van het examen of vergelijkend examen voor toelating tot de betrekkingen bij bedoelde instellingen is hier gerekend, behalve met het geval dat het gewoon examen of het vergelijkend examen alleen op bepaalde vakken slaat en bedoeld is om de schoolkennis en de algemene ontwikkeling van de examinandi te toetsen.

Om in die leemte te voorzien, vulle men het artikel aan met eenzelfde of een soortgelijke bepaling als in artikel 3 van voornoemd koninklijk besluit van 4 december 1961 voorkomt onder nr 4.

\+ +

Paragraaf 2 hoort veeleer thuis in artikel 5 van het ontwerp, dat handelt over de wijze waarop de kandidaten voor de voorbehouden betrekkingen worden gerangschikt en aangeeft naar welke maatstaven die rangschikking geschiedt.

Artikel 5.

Luidens artikel 12 van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 betreffende de prioriteiten voor overheidsbetrekkingen, vallen de betrekkingen in de onder Staatstoezicht gestelde instellingen van openbaar nut alleen onder toepassing van die wet voor zover de eraan verbonden wedde niet hoger is dan 39.000 frank.

Dat bedrag is sedert 1947 nooit meer aangepast.

Op de instellingen van openbaar nut vindt artikel 12 van de wet van 3 augustus 1919-27 mei 1947 betreffende de prioriteiten voor overheidsbetrekkingen derhalve feitelijk geen toepassing meer.

Gelet op die opmerking en op hetgeen in verband met § 2 van artikel 3 van het ontwerp is gezegd, wordt voorgesteld artikel 5 als volgt te lezen :

"Artikel 5.-

§ 1. Ligt het aantal op het voordeel van dit hoofdstuk gerechtigde kandidaten die alle toelaatbaarheidsvereisten vervullen, hoger dan het aantal

.../...

voorbehouden betrekkingen, dan worden die kandidaten gerangschikt naar een orde van voorrang, bepaald volgens het op de hierna aangegeven voet behaalde totaal aantal punten :

1° dienstactiviteit ... (verder zoals in artikel 5, § 1, van het ontwerp, met dien verstande dat in het voorlaatste lid naar 2° en 3°, en niet naar 1° en 2°, is te verwijzen).

§ 2. Valt de te begeven betrekking onder de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, dan worden de op het voordeel van dit hoofdstuk gerechtigde kandidaten die alle toelaatbaarheidsvereisten vervullen, naar volgorde, op één van de vijf lijsten, bedoeld in artikel 5 van genoemde wet, ingeschreven.

Op de lijst waarop zij zijn ingeschreven worden zij gerangschikt naar een orde van voorrang, bepaald volgens het op de in § 1 aangegeven voet behaalde totaal aantal punten".

\+ +

De woorden "die alle toelaatbaarheidsvereisten vervullen" slaan zowel op werving mét als op werving zonder toelatingsexamen.

Artikel 6.

Men schrappe de woorden "die voor het toelatingsexamen geslaagd zijn".

De woorden "tot de voorbehouden quota ... uitgeput is" vervange men door "zover de voorbehouden quota ... strekt".

Artikel 7.

Ingevolge artikel 6, § 1, tweede lid, 8°, en derde lid, van de wet van 27 juli 1961 kunnen de kandidaten voor de voorbehouden betrekkingen in geen geval aan een "vergelijkend examen" worden onderworpen.

Onder "geslaagde kandidaten" zijn te verstaan de kandidaten voor de voorbehouden betrekkingen die op het toelatingsexamen het vereiste puntenminimum hebben behaald. Het is niet bij voorbaat uitgesloten, dat verordeningen terzake van werving bij de door het ontwerp genoemde instellingen voorzien in het aanleggen van een wervingsreserve, zelfs indien de kandidaten niet aan enig toelatingsexamen worden onderworpen.

Dat artikel houdt in, dat een reserve kan worden aangelegd voor de werving van kandidaten voor de voorbehouden betrekkingen die alle toelaatbaarheidsvereisten vervullen maar niet batig gerangschikt zijn om te worden benoemd of aangeworven, telkens als de gewone wervingsregelen van de in het ontwerp bedoelde instellingen het aanleggen van een wervingsreserve voorschrijven voor de te begeven betrekkingen. Dat ware met zoveel woorden te zeggen.

.../...

Om al die redenen stelle men artikel 7 als volgt :

"Artikel 7.-

Wanneer één of meer vaste betrekkingen, gelijk aan die waarin de werving bedoelde te voorzien,mochten vrijkomen, worden 50 t.h. daarvan rechtstreeks toegekend aan de op het voordeel van dit hoofdstuk gerechtigde kandidaten die niet batig waren gerangschikt maar alle toelaatbaarheidsvereisten vervulden, en wel naar de orde van hun rangschikking, onverminderd het prioriteitsrecht dat eventueel is verleend aan hen die voor een vergelijkend examen voor overgang naar de hogere categorie zijn geslaagd.

Het eerste lid geldt alleen in zover de regelen terzake van werving in vast verband bij de in artikel 1 van dit besluit vermelde instellingen van openbaar nut voorzien in het aanleggen van een wervingsreserve, en binnen de geldigheidsduur van die reserve".

Artikel 9.

Ter wille van de overeenstemming met artikel 6, § 1, eerste lid, van de wet van 27 juli 1961,ware in het tweede deel van artikel 9 ook te rekenen met de onderstelling dat een nieuwe werving met oproep tot kandidaten plaats heeft.

.../...

Ook in het geval dat zonder toelatingsexamen wordt geworven, ware te voorzien.

Artikel 9 leze men dus als volgt :

"Artikel 9.-

Ligt het aantal op het voordeel van dit hoofdstuk gerechtigde kandidaten die alle toelaatbaarheidsvereisten vervullen, lager dan het aantal hun voorbehouden betrekkingen, dan worden de resterende, beschikbare betrekkingen begeven aan de kandidaten die tot de wervingsreserve voor de niet voorbehouden betrekkingen behoren. Vindt naderhand een nieuwe werving plaats hetzij met oproep tot kandidaten,hetzij met indienstroeping van kandidaten uit de wervingsreserve voor de niet voorbehouden betrekkingen, dan wordt een oproep tot kandidaten gedaan ten behoeve van diegenen die gerechtigd zijn op het voordeel van artikel 6, § 1, van de wet van 27 juli 1961, en wordt zo nodig een nieuw toelatingsexamen ingericht om de voorbehouden betrekkingen te begeven".

Artikel 10.

Artikel 10 moet vervallen. Het staat niet aan de Koning de wet te interpreteren.

De woorden "van onbepaalde duur" zijn verkeerdelijk gebruikt voor "van bepaalde duur".

.../...

Artikel 11.

Men gebruike hier liefst de bewoordingen van artikel 6, § 2, eerste lid, van de wet van 27 juli 196' De eerste volzin zou dan als volgt luiden :

"Artikel 11.-

In geval van werving in tijdelijk dienstverband, moeten de op het voordeel van artikel 6, § 2, van de wet van 27 juli 1961 gerechtigde kandidaten geen toelatingsexamen afleggen ...".

Artikel 12.

Met inachtneming van hetgeen bij artikel 5 van het ontwerp is opgemerkt, wordt voorgesteld artikel 12 als volgt te formuleren :

"Artikel 12.-

De op dit hoofdstuk gerechtigde kandidaten die alle toelaatbaarheidsvereisten vervullen, worden gerangschikt overeenkomstig artikel 5 van dit besluit".

Artikel 13.

De woorden "tot de hun voorbehouden quota uitgeput is" vervange men door "zover de voorbehouden quota strekt".

Artikel 14.

De wervingsreserve voor de voorbehouden betrekkingen moet dezelfde geldigheidsduur hebben als die voor de overeenkomstige niet voorbehouden betrekkingen. Het staat inmiddels niet vast dat de geldigheidsduur van alle wervingsreserves voor niet voorbehouden betrekkingen op twee jaar is vastgesteld.

Dat artikel ware als volgt te lezen :

"Artikel 14.-

Wanneer één of meer tijdelijke betrekkingen, gelijk aan die waarin de werving bedoelde te voorzien, mochten vrijkomen, worden 50 t.h. daarvan toegekend, naar de orde van hun rangschikking, aan de op het voordeel van dit hoofdstuk gerechtigde kandidaten die niet batig waren gerangschikt maar alle toelaatbaarheidsvereisten vervulden.

Het eerste lid geldt alleen in zover de regelen terzake van werving in tijdelijk verband bij de in artikel 1 van dit besluit genoemde instellingen van openbaar nut voorzien in het aanleggen van een wervingsreserve en binnen de geldigheidsduur van die reserve".

Artikel 15.

De woorden "de wervingsreserve voor de vaste betrekkingen, aangelegd krachtens artikel 7" doelen zowel op werving in vast verband, volgens de statuutregelen als op contractuele indienstneming voor onbepaalde duur.

.../...

Het is dus onnodig te spreken van wervingsreserve "van onbepaalde duur".

Artikel 15 leze men als volgt :

"Artikel 15.-

Ingeval er geen ... is de bevoegde overheid gemachtigd een beroep te doen op de kandidaten die deel uitmaken van de wervingsreserve voor de vaste betrekkingen, aangelegd krachtens artikel 7 voor de beoogde betrekking".

Artikel 16.

Men vervange "50 %" door "50 t.h.".

Artikel 18.

Dat artikel ware in twee artikelen te splitsen, die onderscheidenlijk bepalen op welke datum het besluit in werking treedt en welke Ministers met de uitvoering ervan worden belast.

\+

\+ \+

.../...

Ministers die een besluit voordragen, plegen het mede te ondertekenen. In het onderhavige geval is medeondertekening nodig vanwege de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt en vanwege de Minister van Openbare Werken.

\+

\+ \+

Aangezien de artikelen 2 en 10 van het ontwerp vervallen, moeten de artikelen vernummerd en de verwijzingen aangepast worden.

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN, raadsheren van State,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.G.TACQ, substitut.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tusse de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G.TACQ, substituu

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. (s.) J.SUETENS.